IL Y A PLUSIEURS « JUSTES PRIX »

H. DE OLIVEIRA

Par Jean-Charles Rochet, chercheur à l'Institut d'économie industrielle de l'université de Toulouse.

Les « plates-formes » mettant en relation usagers et fabricants de programmes deviennent des acteurs incontournables de la vie économique, qu'il s'agisse des télévisions par satellite, des consoles de jeux ou des systèmes d'exploitation de logiciels.

Pourtant, la recette de la rentabilité reste très difficile à trouver. Stream, qui a eu l'autorisation de la Commission européenne de fusionner avec Telepiu, l'autre grand opérateur de télévision par satellite italien, a expliqué que la fusion était pour lui le seul moyen d'éviter la faillite compte tenu de son surendettement ! Une situation qui a déjà provoqué la disparition de plusieurs opérateurs. La raison en est simple : pour être concurrentiels, ils doivent obtenir l'exclusivité de programmes « phares », notamment sportifs, et sont prêts à des surenchères difficiles à rentabiliser.

La clef du succès pour une plate-forme est en effet d'attirer à la fois les producteurs et les consommateurs de contenu. Comme le montrent les exemples de Panasonic en 1993 et Sega en 1995, une console de jeux techniquement très performante échouera si elle n'attire pas suffisamment de développeurs de jeux. Microsoft a évité le piège au moment de lancer sa console XBox à l'assaut de la PS2 de Sony : dès septembre 2000, le géant américain avait incité plus de 150 développeurs à élaborer des jeux pour lui. La clef de la réussite de Windows tient moins à sa supériorité technologique qu'au nombre d'applications disponibles.

> *« Télés par satellite, consoles de jeux, logiciels..., il faut séduire le client et rémunérer les créateurs de contenu. »*

Pour séduire à la fois les clients et les fournisseurs, la stratégie commerciale est bien plus subtile que celle d'une entreprise traditionnelle. Il ne s'agit plus seulement de trouver un « juste prix » pour ses produits, mais plusieurs. Ceux qui séduiront les consommateurs, et ceux auxquels il faudra payer les fabricants de contenu pour collaborer. A défaut d'avoir trouvé la recette miracle, beaucoup tâtonnent et pratiquent souvent une méthode radicale mais profitable : ne faire payer que ceux qui ont le plus à perdre à ne pas faire partie du réseau. Qui veut diffuser sa prose sur le Web doit acquérir le logiciel Acrobat pour la rendre accessible. Pour celui qui veut la lire, en revanche, Acrobat est gratuit !

L'argent public, une drogue dure

Ce que l'on désigne par « mouvement social » n'est pas la moindre des incertitudes qui pèsent sur 2004. Un gouvernement, qui n'y est pour rien, va devoir affronter les conséquences de la rupture majeure de ces vingt dernières années : celle entre le travail et l'argent. Ce n'est intenter de mauvais procès à personne que de constater l'effet explosif du mélange marchés financiers - assistance inconditionnelle sur la relation que peuvent faire les Français entre l'argent et le travail. L'argent se joue ou se distribue, il ne se gagne plus. La France se distingue en comptant plus de la moitié de sa population dont le revenu dépend en totalité ou en majorité de l'Etat – c'est-à-dire de l'impôt. Chaque Français qui travaille dans le secteur concurrentiel et qui tire son revenu d'un client, de manière directe ou indirecte, rémunère un Français dont le revenu ne dépend que de l'Etat, c'est-à-dire souvent de sa capacité de nuisance.

Des intermittents du spectacle aux fonctionnaires de l'Education nationale, des RMistes aux CMUistes et des agriculteurs aux routiers, la leçon est trop bien comprise : un Etat qui ne sait pas faire respecter l'ordre public, mais prétend réglementer les revenus et fournit des rentes à ses clientèles, est une cible facile – et le racket de la rue ou des urnes paie plus que l'effort et le travail sanctionnés par le marché. La décision du gouvernement qui maintient et anticipe les baisses d'impôt pour 2004, la création du revenu minimum d'activité, qui doit permettre d'avancer vers la conditionnalité des aides sociales, donnent des signes attendus de la volonté d'en sortir.

MICHEL DELLUC

Par Hervé Juvin, président d'Eurogroup Institut, membre de l'Observatoire de L'Expansion

Mais le front qui a accueilli ces décisions est révélateur des intérêts qu'elles touchent. Et il révèle une autre dimension du combat engagé. Il est certes utile de tenir la baisse de l'impôt sur les revenus comme la priorité du progrès, celle qui doit recréer un écart équitable entre les revenus de l'assistance et ceux du travail. Il est plus difficile, mais tout aussi important, de mettre fin au pouvoir de nuire qu'exercent sur l'opinion le lacis d'associations et de réseaux qui vivent de la misère des autres.

L'argent public est une drogue dure. Avec 56 % de leur argent dépensé par l'Etat, les Français ont dépassé le stade de la dépendance. La cure qui doit remettre la majorité des Français devant le marché sera longue. Elle est d'autant plus urgente. A la retarder, l'Etat ne gagne rien, sinon de se poser en tant que cible. Et la chasse ouvre avec les régionales.

Auteur de « Les Marchés financiers », Editions d'organisation, 2003.